

- c) **Démilitarisation et rôle de l'armée :** L'un des plus grands obstacles au développement de la démocratie dans la région est la penchant qu'ont les militaires, en certains pays, d'intervenir chaque fois qu'ils croient voir l'État paralysé. Il y a un domaine innovateur où nous disposons d'un savoir-faire abondant, qui pourrait être mis à bon usage : former au Canada des officiers latino-américains (du grade de major à celui de colonel) aux opérations de maintien de la paix. Ce serait là une façon intéressante d'enseigner les avantages que donne une relation appropriée entre l'État et ses forces armées. Cette proposition serait également de nature à grossir le réservoir où l'ONU peut puiser des gardiens de la paix compétents. De plus, le Canada devrait continuer à demander la réorganisation de l'Organisation interaméricaine de défense et de son collège, de manière à ce que ces institutions traitent plus directement du rôle de l'armée dans une société démocratique et dispensent notamment une formation et des connaissances techniques sur des sujets comme l'aide aux sinistrés, le maintien de la paix et la protection de l'environnement. Enfin, le Canada devrait continuer à promouvoir la transparence en matière de commerce des armes dans la région en encourageant les pays d'Amérique latine et des Caraïbes à produire en temps voulu des rapports exacts destinés au Registre de transferts d'armements, une initiative de l'ONU génératrice de confiance que le Canada a parrainée.

4.7 Promouvoir l'adhésion au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires (TNP) et sa prorogation

Les pays latino-américains qui refusent de signer le TNP s'appuient sur deux motifs principaux : ils sont satisfaits du Traité de Tlaltelolco et considèrent le TPN comme un document «discriminatoire». Des indications récentes donnent à croire que l'Argentine signera peut-être le TNP, mais seulement si le Brésil en fait autant. Si ces adhésions devaient se produire — et le Canada devrait continuer à les encourager —, elles ouvriraient la porte à une adhésion du Chili. Au cours de l'année prochaine, avant la conférence de 1995 sur le réexamen du TNP, il sera crucial d'encourager l'adhésion de l'Argentine. Il sera non moins essentiel d'encourager le Brésil à suivre son exemple. Comme le Brésil a conclu un accord de coopération économique avec l'Argentine et que ces deux pays ont signé un accord de garanties avec l'Agence internationale de l'énergie atomique, il y a lieu de croire que les réserves du Brésil à l'égard du TNP (concernant la souveraineté nationale) se sont estompées. Quoi qu'il en soit, le Canada devrait engager un dialogue suivi avec les pays du cône austral sur cette question. Il faudrait en même temps tourner notre attention sur Cuba.